



MOBILISATION SYNDICALE 1 – GOUVERNEMENT 0

Le coup d'envoi de la mobilisation contre la réforme des retraites le 19 janvier a été un succès majeur. Avec plus de deux millions de manifestants dans toute la France – travailleurs et travailleuses, du public comme du privé, jeunes et retraités – l'ampleur de la mobilisation était attendue par l'ensemble des organisations syndicales, confiants dans nos forces, en raison aussi de notre détermination et du rejet massif du projet gouvernemental. La longueur des cortèges a parfois pu surprendre dans certaines villes moyennes. Souvent, nous avons entendu : « *Nous n'avons jamais vu ça!* » Nous étions nombreux, très nombreux, pour dire non au recul de l'âge de départ et à l'allongement de la durée de cotisation! Nous étions nombreux pour refuser les deux ans ferme!

Le gouvernement a beau vouloir débattre et convaincre, étude d'impact à l'appui, que la réforme est indispensable, voire « *vitale* » pour assurer l'équilibre des régimes, allant jusqu'à minimiser les conséquences des mesures d'âge et tentant de démontrer que le niveau des pensions va augmenter. Les faits sont têtus : cette réforme est injuste et injustifiée.

Injuste car les premiers touchés seront ceux qui ont commencé à travailler tôt, les moins diplômés, les plus modestes, les carrières hachées, les femmes. L'étude d'impact du gouvernement, véritable copié-collé de son dossier de presse, ne fait pas illusion. Elle ne parvient surtout pas à passer sous silence l'accroissement des inégalités entre les hommes et les femmes, ces dernières devant travailler toujours plus longtemps pour obtenir une retraite à taux plein.

Injustifiée car les dépenses de retraite ne sont pas dans une dynamique incontrôlée et les déficits

projetés sont très largement maîtrisés! Nous le répétons depuis des mois : il n'y a pas un problème de financement, il y a un problème d'emploi, notamment chez les seniors, poussés vers la sortie dès 55 ans et contraints, avec la réforme, d'attendre deux années supplémentaires avant d'atteindre la retraite. 53% seulement de ceux qui liquident leur retraite ont un emploi. Certains sont au chômage, d'autres aux minima sociaux ou au RSA. Reculer l'âge de départ, c'est aussi transférer des dépenses de retraite vers d'autres branches de la Sécurité sociale. Curieusement, l'étude d'impact est muette sur ce point.

***Les faits sont têtus :
cette réforme est injuste
et injustifiée***

L'opinion ne s'y trompe pas : la pétition intersyndicale a reçu en moins de deux semaines près de 750 000 signatures. Et selon un sondage IFOP paru la semaine dernière, 72% des personnes interrogées

sont défavorables à la réforme. Parmi eux, 78% des actifs, 79% des salariés, 80% des 50-64 ans, qui ont bien compris qu'ils subiront cette réforme. Mais seulement 52% des retraités...

Le bras de fer est donc engagé. Les actions vont se multiplier cette semaine : rassemblements, distributions de tracts, assemblées générales, manifestations, grèves et débrayages en attendant la journée du 31 janvier, nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle.

C'est pour mettre en échec ce projet de réforme que toutes les organisations syndicales continuent de se réunir, dans une unité solide, pour maintenir et amplifier une puissante mobilisation sur les retraites. À nouveau FO, avec les autres organisations syndicales, appelle ses militants, adhérents, sympathisants et l'ensemble des salariés à se mobiliser pour faire reculer le gouvernement.

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr